



INTERNATIONALISME

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN BELGIQUE

COVID-19 PANDEMIE ET CAPITALISME:

Barbarie capitaliste généralisée ou Révolution prolétarienne mondiale !

Une hécatombe ! Des morts par milliers chaque jour, des hôpitaux à genoux, un “tri” odieux entre les malades jeunes et vieux, des soignants à bout de forces, contaminés et qui parfois succombent. Partout le manque de matériel médical. Des gouvernements qui se livrent une concurrence effroyable au nom de “la guerre contre le virus”, des marchés financiers en perdition, des scènes de rapine surréalistes où les États se volent les uns les autres les cargaisons de masques, des dizaines de millions de travailleurs jetés dans l’enfer du chômage, des tombereaux de mensonges proférés par les États et leurs médias... Voilà l’effrayant spectacle que nous offre le monde d’aujourd’hui ! La pandémie du Covid-19 représente la catastrophe sanitaire mondiale la plus grave depuis la grippe espagnole de 1918-19 alors que, depuis, la science a fait des progrès extraordinaires. Pourquoi une telle catastrophe ? Comment en est-on arrivé là ?

On nous dit que ce virus est différent, qu’il est beaucoup plus contagieux que les autres, que ses effets sont beaucoup plus pernicieux et mortifères. Tout cela est probablement vrai mais n’explique pas l’ampleur de la catastrophe. Le responsable fondamental de ce chaos planétaire, de ces centaines de milliers de morts, c’est le capitalisme lui-même. La production pour le profit et non pour les besoins humains, la recherche permanente de la plus grande rentabilité au prix de l’exploitation féroce de la classe ouvrière, les attaques toujours plus violentes contre les conditions de vie des exploités, la concurrence effrénée entre les entreprises et les États, ce sont toutes ces caractéristiques propres au système capitaliste qui se sont conjuguées pour aboutir au désastre actuel.

L’incurie criminelle du capitalisme

Ceux qui dirigent la société, la classe bourgeoise avec ses États et ses médias, nous disent d’un air consterné que l’épidémie était “imprévisible”. C’est un pur mensonge digne de ceux proférés par les “climato-sceptiques”. Depuis longtemps les scientifiques ont envisagé la menace d’une pandémie comme celle du Covid-19. Mais les gouvernements ont refusé de les écouter. Ils ont même refusé d’écouter un rapport de la CIA de 2009 (“Comment sera le monde de demain”) qui décrit, avec une

exactitude sidérante les caractéristiques de la pandémie actuelle. Rien n’a été fait pour anticiper une telle menace. Pourquoi un tel aveuglement de la part des États et de la classe bourgeoise qu’ils servent ? Pour une raison bien simple : il faut que les investissements rapportent du profit, et le plus vite possible. Investir pour l’avenir de l’humanité ne rapporte rien, ne fait pas monter les cours de la Bourse. Il faut aussi que les investissements contribuent à renforcer les positions de chaque bourgeoisie nationale face aux autres sur l’arène impérialiste. Si les sommes démentielles qui sont investies dans la recherche et les dépenses militaires avaient été consacrées à la santé et au bien-être des populations, jamais une telle épidémie n’aurait pu se développer. Mais au lieu de prendre des mesures face à cette catastrophe sanitaire annoncée, les gouvernements n’ont eu de cesse d’attaquer les systèmes de santé, tant au plan de la recherche que des moyens techniques et humains. Si les gens crèvent et tombent aujourd’hui comme des mouches, au cœur même des pays les plus développés, c’est en premier lieu parce que les gouvernements, partout, ont réduit les budgets destinés à la recherche sur les nouvelles maladies ! Ainsi, en mai 2018, Donald Trump a supprimé une unité spéciale du Conseil de Sécurité Nationale, composée d’éminents experts, chargée de lutter

contre les pandémies. Mais l’attitude de Trump n’est qu’une caricature de celle adoptée par tous les dirigeants. Ainsi, les études scientifiques sur les coronavirus ont été partout abandonnées il y a une quinzaine d’années, car le développement du vaccin était jugé... “non rentable” ! De même, il est parfaitement écoeurant de voir les dirigeants et les politiciens bourgeois de droite comme de gauche pleurnicher sur l’engorgement des hôpitaux et sur les conditions catastrophiques dans lesquelles sont contraints de travailler les soignants, alors que les États ont mené une politique méthodique de “rentabilisation” du système de soins au cours des cinquante dernières années, particulièrement depuis la grande récession de 2008. Partout, ils ont limité l’accès des populations aux services de santé, diminué le nombre de lits des hôpitaux et accru la charge de travail et l’exploitation du personnel soignant ! Que penser de la pénurie généralisée des masques et autres moyens de protection, de gel désinfectant, de tests de dépistage ? Ces dernières années, la plupart des États ont abandonné la constitution des stocks de ces produits vitaux, pour faire des économies. Ces derniers mois, ils n’ont rien anticipé face à la montée de la propagation du Covid-19 repérée pourtant depuis novembre 2019, certains d’entre eux allant jusqu’à répéter pendant des semaines, afin de cacher leur irresponsabilité criminelle, que les masques étaient inutiles pour les non-soignants. Et que dire des régions du monde chroniquement démunies comme le continent africain ou l’Amérique latine ? À Kinshasa (RDC), les dix millions d’habitants devront compter sur cinquante respirateurs ! En Afrique centrale, des flyers sont distribués, donnant des consignes sur comment se laver les mains quand la population n’a pas même d’eau à boire ! Partout, monte le même cri de détresse : “On manque de tout face à la pandémie !”.

Le capitalisme, c’est la guerre de tous contre tous

La concurrence féroce que se livre chaque État dans l’arène mondiale rend même impossible un minimum de coopération pour endiguer la pandémie. Lorsqu’elle a démarré, il était plus important aux yeux de la bourgeoisie chinoise de tout faire pour masquer la gravité de la situation, pour protéger son économie et sa réputation, l’État n’ayant pas hésité à persécuter puis laisser mourir le premier médecin qui avait tiré la sonnette d’alarme ! Même le semblant de régulation internationale que s’était donné la bourgeoisie pour gérer la pénurie a totalement volé en éclats, de l’impuissance de l’OMS à imposer des directives jusqu’à l’incapacité de l’Union européenne de mettre en place des mesures concertées. Cette division aggrave considérablement le chaos en engendrant une perte totale de maîtrise sur l’évolution de la pandémie. La dynamique du chacun pour soi et l’exacerbation de la concurrence généralisée sont clairement devenues la caractéristique dominante des réactions de la bourgeoisie. “La guerre des masques”, comme la nomme les médias, est un exemple édifiant de la concurrence cynique et effrénée à laquelle se livrent tous les États. Aujourd’hui, chaque État s’arrache ce matériel de survie à coup de surenchères et même par le vol pur et simple ! Les États-Unis s’approprient sur les tarmacs chinois, au pied des avions, les cargaisons de masques promises à la France. La France confisque les chargements de masques en provenance de la Suède vers l’Espagne et transitant par ses aéroports. La République tchèque confisque à ses frontières les respirateurs et masques destinés à l’Italie. L’Allemagne fait disparaître incognito les masques à destination du Canada. On peut même voir cette foire d’empoigne entre différentes régions d’un même pays, comme

(suite à la page 4)

BELGIQUE : INSTABILITÉ POLITIQUE ET CRISE DU COVID-19

Les prolétaires ne doivent pas en payer la note !

Près d’un an après les élections du 26 mai 2019, les partis politiques continuent de se chamailler à propos de la formation d’une coalition gouvernementale et laissent la gestion des problèmes à un gouvernement « d’affaires courantes ». Entre-temps, le budget et les finances publiques dérapent et la pandémie de Covid-19 sévit. Quelle est la cause de cette dérive politique et quelles en sont les implications pour la gestion de la crise sanitaire et de la catastrophe économique qui l’accompagne ?

1. La crise des partis politiques traditionnels

A côté du vote protestataire massif et de la montée des courants populistes, l’autre résultat significatif des élections du 26 mai 2019 a été le recul important des familles politiques traditionnelles, qui dominent le jeu parlementaire au sein de l’appareil d’État bourgeois depuis près de 200 ans. Depuis la création de la Belgique, le Parti catholique et le Parti libéral occupent une place centrale dans l’appareil politique de la bourgeoisie et, depuis

la première guerre mondiale, cela a également été le cas pour le Parti socialiste. Tout au long du XXe siècle, ces partis ont continué à jouer un rôle capital dans le jeu politique et dans la gestion de l’appareil d’État. Ce n’est que pendant l’entre-deux-guerres que les partis flamingants et fascistes (principalement le VNV et Rex) perturbent temporairement l’agencement des forces politiques et à partir des années 1970, c’est à nouveau le cas avec l’avènement de partis linguistiques régionalistes (le Rassemblement Wallon, le Front des Francophones, la Volksunie et plus tard la NVA).

Au début des années 2000, il devient cependant de plus en plus difficile pour ces familles traditionnelles de contrôler le jeu électoral. Cela était déjà évident après les élections de 2007, menant à de difficiles négociations gouvernementales pendant 194 jours, et surtout après les élections de 2010, où il a fallu 541 jours avant qu’un nouveau gouvernement de coalition puisse être formé. Ces difficultés se sont fortement intensifiées après les élections de mai 2019. Certes, le parti nationaliste flamand, la NVA, le plus grand parti de Flandre, a aussi fort reculé, ce qui a également conduit à des tensions internes, mais ce sont principalement les 3 familles traditionnelles qui subissent des pertes électorales sévères :

- pour les chrétiens-démocrates flamands (CD&V), le résultat constitue un creux historique en Flandre, alors que la famille démocrate-chrétienne est devenue quasi inexistante en Wallonie ;
- la famille socialiste reste la plus importante de Wallonie, mais avec le score le plus bas jamais enregistré ; en Flandre, les socialistes obtiennent encore un maigre 10% des voix ;
- la famille libérale a également été sanctionnée : elle a reculé en Wallonie et encore plus clairement en Flandre.

Les résultats désastreux ont conduit à des tensions diverses au sein de ces partis traditionnels. Au sein de la famille libérale, un conflit ouvert a éclaté chez les libéraux flamands (VLD) entre l’aile libérale de gauche autour de Bart Somers et Mathias De Clercq et leurs concurrents libéraux de droite autour d’Egbert Lachaert et Vincent Van Quickenborne. Parmi les libéraux francophones (MR), des politiciens inconnus et inexpérimentés, comme Pierre-Yves Bouchez et Sophie Wilmès, ont été mis à la tête du parti et même du gouvernement « d’affaires courantes » après la « fuite » vers des

(suite à la page 5)

• Covid-19 pandémie et capitalisme:

Barbarie capitaliste généralisée
ou Révolution prolétarienne mondiale !1+4

• Belgique : instabilité politique et crise du Covid-19

Les prolétaires ne doivent pas en payer la note.....1+5

La pandémie révèle et accélère la décadence
et la décomposition du capitalisme.....3

• Réunion Publique à Utrecht :

Un moment dans le débat sur les “grèves pour le climat”5

Le «New Deal» Vert ou l’éco blanchiment du capitalisme.....6

La pandémie révèle et accélère

Débats sur (et contre) le virus du capitalisme (extraits d'une contribution de camarades d'un groupe de discussion d'Alicante)

En ces jours étranges où l'anormal est devenu la norme, (...) un groupe de camarades qui, depuis des années, continue de partager le militantisme à travers diverses initiatives dans la ville d'Alicante, s'est réuni pour lancer un débat sur la situation actuelle et historique. Notre militantisme, qui a pris un chemin différent au fil des ans, a retenu deux éléments (...): l'affirmation du besoin réel de l'autonomie de la classe ouvrière (notre classe) et de l'internationalisme prolétarien. Par conséquent (...), nous nous reconnaissons dans le mouvement révolutionnaire historique et international du prolétariat.

Le cadre général à partir duquel nous sommes partis :

—Le besoin constant d'accumulation du capital détermine l'inévitable répétition de ses crises. La science historique de la classe ouvrière en est venue à établir un schéma temporel : tous les 10 à 15 ans, la crise est un phénomène imparable ;
—La crise a été résolue par la destruction de personnes, de marchandises et de marchés; la guerre est le phénomène prioritaire pour favoriser les destructions nécessaires imposées par la logique suicidaire du capital ;
—La mondialisation du capitalisme (depuis le début du XXe siècle) et la disparition progressive des marchés précapitalistes (...) donnent lieu à une situation de crise accumulée, où se développent des guerres impérialistes à grande échelle (...);
—La Seconde Guerre mondiale impérialiste et les terribles destructions qu'elle a engendrées (...), favorisent (...) les années de reconstruction et de croissance accélérée (...);
—Depuis le retour de la crise (années 1970) et de la lutte prolétarienne, le capital a fait de nombreuses tentatives pour nous mobiliser de nouveau dans une grande guerre ou dans de nombreuses guerres locales (...);
—Cependant, deux facteurs ont empêché le développement d'une guerre à grande échelle au sens classique du terme : l'humanité refuse d'être enrôlée dans de nouvelles guerres, il existe une conscience (...) qui refuse la logique de la guerre sous un angle pacifiste, pas révolutionnaire (...). D'autre part, la prolifération des armes nucléaires pourrait faire d'une dernière aventure guerrière, la dernière des guerres (...).

La crise actuelle du coronavirus soulève des questions qu'il convient d'évaluer et de clarifier.

Idéologiquement, cette crise exacerbe les éléments les plus brutaux de l'idéologie dominante, les piliers sur lesquels repose la fausse conscience de la réalité : le nationalisme, la défense de la nation et la lutte unie par-delà les divisions de la société en classes (...). L'appel constant (...) à la sacro-sainte UNITÉ NATIONALE. L'atomisation, la stratégie de cloisonnement entre nos pairs et nous-mêmes, cristallisées à la perfection dans le confinement (...).
Politiquement, elle renouvelle les besoins du capitalisme d'État, le rôle supérieur et directeur de l'État en tant que garant et médiateur direct de toutes, ABSOLUMENT TOUTES, les relations humaines (...). La répression sous un prétexte virologique, la militarisation de la vie sociale, ne sont que quelques symptômes de cette maladie, (...) et ils veulent tous nous transformer en petits soldats, dans cette logique MILITARISTE répugnante.

Sur le plan économique, nous avons examiné différentes options, que nous ne sommes pas en mesure de clarifier pour l'instant :

Sur le plan économique, ces dernières années, la Chine, les États-Unis et l'Union européenne se livrent une guerre commerciale. Les politiques protectionnistes se sont accrues (...) et une hypothèse se dégage et s'imbrique dans la nécessité même de la guerre impérialiste :

Nous nous demandons si ce phénomène viral peut constituer un substitut à la guerre impérialiste classique, car cela pourrait finir par en égaler la faculté destructrice de main-d'œuvre, de marchandises et de marchés, en favorisant les processus cycliques de reconstruction. Si cette option est viable (cela ne dépend pas seulement de la volonté de la bourgeoisie), la répétition de ces situations, de ces états d'exception et de l'arrêt temporaire et partiel de certains secteurs économiques, deviendra cyclique et constante (...). En d'autres termes, ce serait la forme que prendrait la guerre impérialiste à grande échelle dans un avenir immédiat.

Cependant, nous avons de sérieux doutes sur cette hypothèse, car pour qu'il en soit ainsi, il faudrait qu'elle provoque, outre la destruction des marchés et des marchandises (ce qui est possible en raison de l'effondrement économique), des millions de morts pour parvenir à détruire suffisamment de main-d'œuvre qui, autrement, resterait dans la misère. Cela ne semble pas être le cas, le nombre de morts, même si cela fait beaucoup de bruit, est loin d'être alarmant, il semble plutôt que ce que l'on veuille éviter, c'est l'effondrement des hôpitaux. La misère quotidienne à elle seule est déjà la cause de millions de décès dus à la faim, à la maladie ou à la pollution dans les pays industrialisés (...). Et même si cette hypothèse est envisageable, cela serait bien trop dangereux, y compris pour les élites, tout comme le serait une guerre nucléaire. En d'autres termes, une véritable pandémie virale d'envergure majeure affecterait à la fois les pauvres comme les riches, à moins que ces derniers ne disposent au préalable du vaccin. (...)

Autres considérations nécessaires:

—Les limites du capital ne se fondent pas seulement, ni principalement dans ses contradictions économiques, dans cette tendance mathématique à diminuer le taux de profit. En ce sens, le capital démontre sa capacité créative, avec l'ouverture de nouvelles voies d'accumulation, même si c'est dans un sens erroné, et de sa capacité à tirer maintenant la tête hors de la boue sanglante qui est son domaine.
—La vraie limite du capital, la seule qui puisse le renverser et transformer le monde en profondeur, pour instaurer la vraie Vie au lieu de la survie, c'est la révolution prolétarienne mondiale.

—Comme dans toute guerre impérialiste, la bourgeoisie concentre ses efforts sur le terrain idéologique, nous submergeant sous un torrent d'activités inutiles à réaliser durant le confinement, pour nous maintenir actifs et sans réfléchir (comme de bons zombies), tout en étendant avec férocité ses éléments idéologiques classiques : défense de l'économie nationale et rejet de "l'extérieur" (aujourd'hui synonyme de maladie dangereuse) et méfiance envers nos pairs. La solitude continuera à nous tuer, plus vite que n'importe quel virus.

—Il n'est pas nécessaire de nier l'existence du virus pour exiger le besoin de rejeter, dans les faits, la brutalité de la société existante. La logique militaire et guerrière du capital.

—Hier comme aujourd'hui, le mot d'ordre internationaliste et révolutionnaire du prolétariat sera d'affronter toutes les bourgeoisies et leurs États, pour reprendre l'expression, à savoir que, si nous avons le choix, nous choisissons notre autonomie de classe, parce que, et sans aucun doute, toutes les fractions de la bourgeoisie sont pires.

Notre intention est de continuer à discuter et à débattre, l'activité la plus subversive qui puisse être développée aujourd'hui est de récupérer les armes de la critique, et nous souhaitons ouvrir cette discussion à tous les camarades qui souhaitent en parler et partager leurs positions avec nous. Ce document n'est donc que le début de la mise en œuvre d'un outil de débat... (À suivre)...

Prolétaires de tous les pays, éteignons-nous !
Prolétaires de tous les pays, toussons avec force sur le bourgeois le plus proche !

Fdo : ex-CAUs

Réponse du CCI

Nous saluons l'initiative de se rassembler et de discuter. C'est une expression de l'effort de prise de conscience de la classe ouvrière et en même temps une contribution à son développement.

Les camarades ont pris comme point de départ leur adhésion à la classe ouvrière et à l'internationalisme. Ils y voient un cadre de discussion où s'expriment des divergences. D'autre part, ils conçoivent leurs réflexions comme quelque chose d'ouvert, d'évolutif, et déclarent leur intention de «continuer à discuter et à débattre, l'activité la plus subversive qui puisse être développée aujourd'hui est de récupérer les armes de la critique, et nous

tuer, plus vite que n'importe quel virus».

Partageant ce précieux terrain d'entente, nous voulons à présent analyser ce que nous ne trouvons pas valable dans les positions exprimées par les camarades.

Une partie du texte développe des spéculations sur la possibilité que la pandémie ait été provoquée par le capital, de sorte qu'en éliminant massivement des vies, elle jouerait le rôle d'une guerre impérialiste : liquider la force de travail et les marchandises pour reprendre l'accumulation du capital (1). Les camarades eux-mêmes affichent de sérieux doutes quant à ces idées.



Inde: des milions de travailleurs ont perdu leur emploi et leur maison et sont abandonnés à leur sort

souhaitons ouvrir cette discussion à tous les camarades qui souhaitent en parler et partager leurs positions avec nous».

Nous pensons que c'est la méthode adéquate dans le milieu prolétarien : **partir de ce qui nous unit pour ensuite aborder ce qui peut nous diviser à travers un débat sain et ouvert.**

C'est la méthode que nous allons suivre dans notre réponse afin d'encourager une discussion impliquant d'autres groupes ainsi que d'autres camarades.

Face à la crise pandémique et à la crise économique qui s'annonce, les camarades rejettent le fait que le capitalisme disparaîtra de lui-même, écrasé sous le poids de ses propres contradictions. Au contraire, ils affirment que «la vraie limite du capital, la seule qui puisse le renverser et transformer le monde en profondeur, pour instaurer la vraie Vie au lieu de la survie, c'est la révolution prolétarienne mondiale». Par conséquent, «il n'est pas nécessaire de nier l'existence du virus pour exiger le besoin de rejeter, en pratique, la brutalité de la société existante. La logique militaire et guerrière du capital», par ce qu' «hier comme aujourd'hui, le mot d'ordre internationaliste et révolutionnaire du prolétariat sera d'affronter toutes les bourgeoisies et leurs États, pour reprendre l'expression, à savoir que, si nous avons le choix, nous choisissons notre autonomie de classe, parce que, et sans aucun doute, toutes les fractions de la bourgeoisie sont pires».

Nous partageons pleinement ces positions, ainsi que la dénonciation de la manière dont le capital "gère" la crise pandémique : il profite du confinement pour imposer une idéologie de guerre et d'Union nationale qui favorise l'atomisation, l'individualisme, le chacun pour soi, le tous contre tous, la peur de "l'étranger" et qui, par conséquent, stimule insidieusement la xénophobie et le racisme. «La bourgeoisie concentre ses efforts sur le terrain idéologique, nous submergeant sous un torrent d'activités inutiles à réaliser durant le confinement, pour nous maintenir actifs et sans réfléchir (comme de bons zombies), tout en étendant avec férocité ses éléments idéologiques classiques : défense de l'économie nationale et rejet de "l'extérieur" (aujourd'hui synonyme de maladie dangereuse) et méfiance envers nos pairs. La solitude continuera à nous

La pandémie du Covid-19, déclencheur d'une crise sociale de dimension mondiale

Cependant, les camarades doutent un peu de la gravité de la pandémie: «le nombre de morts, même si cela fait beaucoup de bruit, est loin d'être alarmant, il semble plutôt que ce que l'on veuille éviter, c'est l'effondrement des hôpitaux. La misère quotidienne à elle seule est déjà la cause de millions de décès dus à la faim, à la maladie ou à la pollution dans les pays industrialisés...» Ce n'est pas la nature strictement virale de la maladie qui la rend si mortelle, mais une série de facteurs sociaux historiques de grande importance : l'effondrement des systèmes de santé dans le monde entier ; sa propagation rapide et vertigineuse liée à la gigantesque intensification de la production mondiale au cours des dernières décennies, la désorganisation et la paralysie sociale et économique qu'elle a provoquées et aggravées ; la réponse même des États qui révèle une incompetence évidente et une incurie scandaleuse. C'est cet ensemble de facteurs, associé à la phase historique de décomposition du capitalisme(2), qui fait du virus le catalyseur d'une crise sociale de dimension mondiale. Dans toute l'histoire de l'humanité, les grandes pandémies que l'on connaît ont été associées à des moments historiques de décadence d'un mode de production en particulier. La peste noire du XIVe siècle a éclaté lors de la décadence de la féodalité. La Première Guerre mondiale, qui marque l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence, s'accompagne de la terrible pandémie de grippe espagnole qui fera 50 millions de morts.

Pour nous, la pandémie du Covid-19 est une expression de la décadence du capitalisme et plus précisément de sa phase finale de décomposition. Elle doit se comprendre dans le cadre d'un système dont les contradictions provoquent d'énormes catastrophes comme : deux guerres mondiales et un enchaînement sans fin de guerres localisées plus dévastatrices encore ; les grands cataclysmes économiques qui se traduisent par un chômage chronique, par une aggravation de la précarité, un effondrement des salaires et un appauvrissement généralisé ; par l'altération du climat et la destruction environnementale qui conduisent également à

Discussions avec le CCI

En cette période de règles strictes dues au virus Covid-19, où les rassemblements physiques et les discussions et le débat sont rendus beaucoup plus difficiles, la confrontation fraternelle et argumentée des idées reste le cœur du développement de la conscience de classe. La réflexion théorique et la capacité à tirer les leçons des expériences d'hier et des luttes d'aujourd'hui sont des jalons essentiels pour l'avenir.

Le CCI appelle donc ses lecteurs à s'inscrire autant que possible dans cette démarche en envoyant des contributions écrites, que ce soit des comptes rendus sur des meetings auxquels vous avez assisté, ce qui se passe sur votre lieu de travail, dans votre secteur ou autour de vous, ou encore des contributions théoriques, etc. Ne pouvant tout publier, nous nous efforcerons de répondre dans notre presse sur les éléments les plus saillants et déterminants afin de participer à la compréhension de la situation actuelle et de l'expérience de la classe ouvrière.

Contactez nous également concernant d'autres possibilités de discussion et restez ainsi au courant des prochaines réunions publiques.



la décadence et la décomposition du capitalisme

des catastrophes qualifiées de “naturelles” ; par la détérioration générale de la santé ; et, non des moindres, par la désagrégation du tissu social avec une morale barbare et une décomposition idéologique qui favorise toutes sortes de dérives mystiques et irrationnelles.

Il est très positif que les camarades revendiquent la nécessité de la révolution prolétarienne mondiale comme seule réponse possible à cette escalade de la barbarie. Mais quelle est la base matérielle de cette revendication ? Pour nous, c’est la décadence du capitalisme, comme l’a déjà souligné la Plateforme de l’Internationale Communiste (1919) : «Une nouvelle époque est née. Époque de désagrégation du capitalisme, de son effondrement intérieur. Époque de la révolution communiste du prolétariat».

Cette pandémie illustre le bien-fondé d’appliquer le concept marxiste de la décadence (lorsque le mode de production devient un frein aux forces productives qu’il a lui-même développées) à la situation du capitalisme actuel : l’existence des microbes était peu connue lors de la grande peste du XIVe siècle, de même qu’en 1918-1919, les virus n’avaient pas été découverts. Mais aujourd’hui ? Le virus du Covid 19 a été séquencé en quelques semaines. Ce qui est insupportable dans les décès dus au coronavirus n’est pas leur quantité, mais le fait qu’ils auraient tous pu être évités si la science et la technologie existantes n’étaient pas soumises aux lois du profit et de la concurrence.

Crises cycliques ou crise chronique et latente?

Les camarades développent certaines idées qui relativisent la notion de décadence du capitalisme. Ainsi, ils affirment que «Le besoin constant d’accumulation du capital détermine la répétition de ses crises. La science historique de la classe ouvrière en est venue à établir un schéma temporel : tous les 10 à 15 ans la crise est un phénomène imparable».

Dans le capitalisme ascendant (dont l’apogée se situe au XIXe et au début du siècle suivant), les crises avaient un caractère cyclique car elles étaient «une manifestation que le marché antérieure se trouve saturé et nécessite un nouvel élargissement. Elles sont donc périodiques (tous les 7 à 10 ans) et trouvent leur solution dans l’ouverture de nouveaux marchés. Elles éclatent brusquement. Leur durée est courte et elles ne sont pas généralisées à tous les pays.. Elles ne sont pas généralisées à toutes les branches de l’industrie. Elles débouchent sur un nouvel essor industriel. Elles ne posent

pas les conditions pour une crise politique du système»(3).

Dans la période ascendante, les crises cycliques étaient l’expression du développement du capitalisme, chacune d’entre elles étant un déclencheur de nouvelles expansions dans le monde entier, pour la conquête des marchés et un développement spectaculaire des forces productives.

En revanche, dans la phase de décadence (depuis la deuxième décennie du XXe siècle), les crises «se développent progressivement Une fois qu’elles ont débuté, elles se caractérisent par leur longue durée. Ainsi, alors que le rapport récession/prospérité était d’environ 1 à 4 au XIXe siècle (2 années de crise sur un cycle de 10 ans), le rapport entre la durée du marasme et celle de la reprise passe à 2 au XXe siècle. En effet, entre 1914 et 1980, on compte 10 années de guerre généralisée (sans compter les guerres locales permanentes), 32 années de dépression (1918-22, 1929-39, 1945-50, 1967-80), soit au total 42 années de guerre et de crise, contre seulement 24 années de reconstruction (1922-29 et 1950-67). Alors qu’au XIXe siècle, la machine économique était relancée par ses propres forces à l’issue de chaque crise, les crises du XXe siècle n’ont, du point de vue capitaliste, d’autre issue que la guerre généralisée. Rôles d’un système moribond, elles posent pour le prolétariat la nécessité et la possibilité de la révolution communiste. Le XXe siècle est bien “l’ère des guerres et des révolutions” comme l’indiquait, à sa fondation l’Internationale communiste».

Depuis 1914, l’économie capitaliste ne fonctionne plus selon le schéma de crise (prospérité dans une dynamique ascendante mais qui tend vers une crise chronique) qui, malgré l’intervention massive des États (le capitalisme d’État), s’aggrave de plus en plus.



Les guerres dans le capitalisme décadent

Les camarades dénoncent clairement la nature impérialiste de la guerre et combattent fermement les drapeaux

sous lesquels les forces du capital (de l’extrême-droite à l’extrême-gauche) entendent mobiliser les prolétaires : nation, fascisme, démocratie, etc.

Ceci est absolument juste et nous partageons ce point de vue. Cependant, ils considèrent que «deux facteurs ont empêché le développement d’une guerre à grande échelle au sens classique du terme : l’humanité refuse d’être enrôlée dans de nouvelles guerres, il existe une conscience (pas encore de classe) qui refuse la logique de la guerre sous un angle pacifiste, et non pas révolutionnaire. Une tentative forcée du capital vers la guerre pourrait accélérer la prise de conscience, actuellement lente. D’autre part, la prolifération des armes nucléaires pourrait faire d’une dernière aventure guerrière, la dernière des guerres. La bourgeoisie, une classe sans scrupules qui n’a pas peur de verser le sang des autres, craint pour ses propres veines».

Nous sommes tout à fait d’accord sur le premier facteur. Si l’humanité n’a pas sombré dans une troisième guerre mondiale dans les années 1970-80, c’est grâce à la résistance du prolétariat dans les grandes concentrations industrielles à se faire enrôler dans la guerre. Cette résistance était plutôt passive et s’élevait au niveau individuel, ce qui a sérieusement limité sa force comme disent les camarades.

Or, le deuxième facteur qu’ils invoquent ne nous semble pas correct. La guerre impérialiste a une logique infernale qui, une fois déclenchée, se mue en un vortex de destruction et de barbarie qu’il est presque impossible d’arrêter.

Dans la période ascendante du capitalisme, «la guerre a pour fonction d’assurer à chaque nation capitaliste une unité et une extension territoriale nécessaires à son développement. En ce sens, malgré les calamités qu’elle entraîne, elle est un moment de la nature progressive du capital. Les guerres sont donc, par nature, limitées à 2 ou 3 pays généralement limitrophes et sont de courte durée, provoquent peu de destructions et déterminent, tant pour les vaincus que pour les vainqueurs un nouvel essor».

En revanche, les guerres de la décadence «ne relèvent plus des nécessités économiques du développement des forces productives de la société mais essentiellement de causes politiques : le rapport de forces entre les blocs. Elles ne sont plus les guerres nationales du 19^{ème} siècle : elles sont des guerres impérialistes.. Elles ne sont plus des moments de l’expansion du mode de production capitaliste, mais l’expression

de l’impossibilité de son expansion. Désormais un bloc de pays ne peut se développer mais simplement maintenir la valorisation de son capital que directement aux dépens des pays du bloc adverse, avec, comme résultat final, la dégradation de la globalité du capital mondial. Les guerres sont des guerres généralisées à l’ensemble du monde et ont pour résultat d’énormes destructions de l’ensemble de l’économie mondiale menant à la barbarie généralisée. (...). Les guerres du XXe siècle ne sont rien d’autre que les convulsions d’un système moribond à l’agonie».

Les guerres impérialistes n’offrent aucune solution aux contradictions du capital ; au contraire, elles les aggravent. Même s’il est vrai que, comme le disent les camarades, «la Seconde Guerre mondiale impérialiste et les terribles destructions qu’elle engendre [...], favorisent la reprise économique des soi-disant “30 glorieuses”, les années de reconstruction et de croissance accélérée. Un ballon d’oxygène pour un capital acculé au piège de son propre développement», cette reconstruction est due au fait que, d’une part, les États-Unis n’ont subi aucune destruction sur leur sol, de sorte qu’ils ont pu s’ériger en facteur d’accumulation à l’échelle mondiale et, d’autre part, les zones non capitalistes qui existaient encore sur la planète ont permis au capitalisme ce ballon d’oxygène.

De ce point de vue, la guerre impérialiste est un engrenage irrationnel qui échappe au contrôle des différents impérialismes nationaux qui y participent. Il est possible que chacun “regrette” la ruine qui est en train d’être générée, mais le pari de chaque capital national est d’en sortir vainqueur et de faire payer à ses rivaux (et à sa propre classe ouvrière) les conséquences de la guerre. Ainsi, la prolifération actuelle des armes nucléaires ne constitue pas le moindre frein susceptible de rendre les capitalistes “rationnels” et leur éviter d’aller “trop loin”.

Le caractère de plus en plus incontrôlable et loin de toute rationalité du système lui-même, de ses contradictions, nous permet de comprendre la pandémie actuelle. De la même manière que les guerres impérialistes (surtout celles qui se mondialisent) deviennent un mécanisme imparable, les pandémies, comme celle que nous connaissons actuellement, sont un engrenage qui, une fois mis en marche, est très difficile à contrôler.

Cette irrationalité conduit à ce que

les pays les plus “avancés” se volent les uns les autres le matériel nécessaire pour faire face à la pandémie, quitte à l’aggraver à l’échelle mondiale ! Et donc pour eux-mêmes à moyen terme. Comme nous l’avons souligné dans l’article sur la “guerre des masques” (4), face à des problèmes d’envergure mondiale, la classe exploiteuse ne peut pas se départir de son morcellement en intérêts nationaux concurrents. La dynamique centrifuge irrationnelle s’exprime également dans la pandémie actuelle par le phénomène qui, au sein des États, voit les administrations régionales se faire concurrence et se voler mutuellement du matériel médical, comme nous avons pu le constater aux États-Unis, en Allemagne et en Espagne.

Nous constatons que la pandémie est l’expression d’une crise économique mondiale naissante qui prend enfin forme et tend à prendre des proportions que de nombreux analystes considèrent comme plus graves encore qu’en 2008.

Concentrons-nous sur le plan épidémiologique, la bourgeoisie nous dit de “faire avec la période de confinement” dans l’attente du “jour d’après”. Cependant, ce “jour d’après” tarde à venir et tend à se prolonger. Par ailleurs, il existe un consensus au sein de la communauté scientifique concernant d’éventuelles nouvelles vagues d’infection aux conséquences imprévisibles. Enfin, les systèmes de santé, déjà gravement détériorés avant même la pandémie : dans quelles conditions font-ils face à cette maladie et bien d’autres ? N’oublions pas que ces dernières années, les épidémies d’Ebola, de dengue, du sida, du choléra, de zika, etc. ont proliféré.

Par conséquent, nous pensons que la question essentielle n’est pas celle de la pandémie elle-même, mais les conditions historiques dans lesquelles elle se développe comme résultat et facteur d’accélération des graves contradictions dans lesquelles le capitalisme sombre après un siècle de décadence et plus de 30 ans de décomposition sociale et idéologique ■

Courant Communiste International
20.04.2020

(1) Les idées “complotées” ont un impact certain. Une enquête aux États-Unis montre que 33 % des sondés pensent que la pandémie a été provoquée artificiellement. Nous avons l’intention de faire un article à ce sujet.

(2) « Thèses : la décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste » Revue Internationale n° 107

(3) « La lutte du prolétariat dans la décadence du capitalisme ». Revue Internationale n° 23. Sauf mention contraire, les citations ultérieures proviendront de ce document.

(4) « la guerre des masques : la bourgeoisie est une classe de voyous ! » Révolution Internationale n° 482

Lisez également sur le siteweb du CCI: La réponse au racisme n'est pas l'antiracisme bourgeois, mais la lutte de classe internationale

L’assassinat de sang froid de George Floyd par la police a provoqué l’indignation dans toute l’Amérique et dans le monde entier. Tout le monde sait qu’il s’agit du dernier d’une longue série de meurtres de policiers dont les principales victimes sont des Noirs et des immigrés. Non seulement aux États-Unis, mais aussi au Royaume-Uni, en France et dans d’autres États “démocratiques”. Aux États-Unis, en mars, la police a abattu Breonna Taylor dans sa propre maison. En France, Adama Traoré a été asphyxié lors de son interpellation en 2016. En Grande-Bretagne, en 2017, Darren Cumberbatch a été battu à mort par la police. Ce n’est que la partie visible de l’iceberg. Et en répondant aux protestations qui ont d’abord éclaté aux États-Unis, la police a montré qu’elle était encore une force de terreur militarisée, avec ou sans l’appui de l’armée. La répression brutale des manifestants (10 000 arrestations aux États-Unis) montre que la police, aux États-Unis comme dans les autres pays “démocratiques”, agit de la même manière que la police des régimes ouvertement dictatoriaux comme la Russie ou la Chine. La colère face à tout cela est tangible, et elle est partagée par les Blancs comme par les Noirs, par les Latino-Américains, les Asiatiques et par les jeunes en

particulier. Mais nous vivons dans une société qui est matériellement et idéologiquement dominée par une classe dirigeante : la bourgeoisie, la classe capitaliste. Et la colère en soi, aussi justifiée soit-elle, ne suffit pas pour remettre en cause le système qui se cache derrière la violence policière, ni pour éviter les nombreux pièges tendus par la bourgeoisie. Les manifestations n’ont pas été déclenchées par la classe dominante. Mais elle a déjà réussi à les attirer sur son propre terrain politique.

Les émeutes et les marches pacifiques pour la “justice” sont des impasses

Lors de la première explosion de colère aux États-Unis, les protestations ont eu tendance à prendre la forme d’émeutes : des supermarchés ont été pillés, des bâtiments symboliques incendiés. Les actions provocatrices de la police ont certainement contribué à la violence des premiers jours de colère. Certains des manifestants ont justifié les émeutes en faisant référence à Martin Luther King, qui avait déclaré que “l’émeute est la voix de ceux qui ne sont pas entendus”. Et, en effet, les émeutes sont l’expression de l’impuissance et du désespoir. Elles ne mènent strictement à rien, si ce n’est à une répression accrue de la part de l’État capitaliste

qui sera toujours à son aise contre les actions de rue désorganisées et fragmentées.

Mais l’alternative mise en avant par les organisations activistes officielles comme Black Lives Matter (« La vie des Noirs compte » : des marches pacifiques réclamant justice et égalité) n’en est pas moins une impasse et, à certains égards, elle est encore plus insidieuse, car elle fait directement le jeu des forces politiques du capital. Prenons par exemple l’appel à ne plus financer la police (“defund the police”), voire à l’abolition pure et simple de la police. D’une part, c’est complètement irréaliste dans cette société : c’est comme si l’État capitaliste se dissolvait volontairement. D’autre part, elle répand des illusions sur la possibilité de réformer l’État existant dans l’intérêt des exploités et des opprimés, alors que sa fonction même est de les garder sous contrôle dans l’intérêt de la classe dominante.

Le fait que la classe dominante se sente à l’aise avec des revendications d’apparence aussi radicale est démontré par le fait que quelques jours après les premières protestations, les médias et les hommes politiques capitalistes (principalement mais pas seulement ceux de gauche) ont “mis le genou à terre”, au sens propre comme au figuré, pour condamner avec ferveur le meurtre de George Floyd et soutenir

avec enthousiasme les manifestations. L’exemple des politiciens de premier plan dans la machine du Parti démocrate est le plus évident, mais ils ont rapidement été rejoints par leurs homologues du monde entier, y compris les représentants les plus lucides de la police. C’est la récupération bourgeoise de la colère légitime. Nous ne pouvons pas nous faire d’illusions : la dynamique de ce mouvement ne peut pas se transformer en une arme des exploités et des opprimés, car elle est déjà devenue un instrument aux mains de la classe dominante. Les mobilisations actuelles ne sont pas un “premier pas” vers une véritable lutte des classes, mais sont utilisées pour bloquer son développement et sa maturation.

(...)
La question centrale pour l’avenir de l’humanité est celle-ci : la minorité capitaliste peut-elle continuer à diviser la majorité exploitée selon des critères de race, religieux ou nationaux, et ainsi l’entraîner dans sa marche vers l’abîme ? Ou bien la classe ouvrière, dans tous les pays du monde, se reconnaîtra-t-elle pour ce qu’elle est : la classe qui, selon les termes de Marx, est “révolutionnaire ou elle n’est rien” ?

(suite de la première page)

COVID-19 PANDEMIE ET CAPITALISME:

BARBARIE CAPITALISTE GÉNÉRALISÉE
OU RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE MONDIALE!

en Allemagne et aux États-Unis. Voilà le vrai visage des "grandes démocraties" : la loi fondamentale du capitalisme, la concurrence, la guerre de tous contre tous, a produit une classe de flibustiers, de voyous de la pire espèce !

dirigeants. Ce qui dans chaque pays a fait peser la balance en faveur du confinement généralisé, c'est la crainte d'une désorganisation de l'économie et, dans certains pays, du désordre social, de la montée de la colère face à l'incurie et

cés de ne plus pouvoir payer leur loyer et d'être privés d'accès aux soins. Les ravages économiques ont déjà commencé à la faveur de la récession mondiale qui se profile : explosion du prix des denrées alimentaires, licenciements massifs, réductions de salaire, précarisation accrue, etc. Tous les États adoptent des mesures de "flexibilité" d'une violence inouïe, en appelant à l'acceptation de ces sacrifices au nom de "l'unité nationale dans la guerre contre le virus". L'intérêt national que la bourgeoisie invoque aujourd'hui n'est pas le nôtre ! C'est cette même défense de l'économie nationale et cette même concurrence généralisée qui lui a servi, par le passé, à mettre en œuvre les coupes budgétaires et les attaques contre les conditions de vie des exploités. Demain, elle nous servira les mêmes mensonges quand, après les ravages économiques causés par la pandémie, elle exigera que les exploités se serrent encore plus la ceinture, acceptent encore plus d'exploitation et de misère ! Cette pandémie est l'expression du caractère décadent du mode de production capitaliste, l'une des nombreuses manifestations du degré de délitement et de déliquescence de la société aujourd'hui, comme la destruction de l'environnement et la pollution de la nature, le dérèglement climatique, la multiplication des foyers de guerres et de massacres impérialistes, l'enfoncement inexorable dans la misère d'une part croissante de l'humanité, l'ampleur prise par les migrations des réfugiés, la montée de l'idéologie populiste et des fanatismes religieux, etc. (voir les "Thèses sur la Décomposition") C'est un révélateur de l'impasse du capitalisme, un indicateur de la direction vers laquelle ce système et sa perpétuation menacent d'enfoncer et d'entraîner toute l'humanité : dans le chaos, la misère, la barbarie, la destruction et la mort.

Seul le prolétariat peut transformer le monde

Certains gouvernements et médias bourgeois affirment que le monde ne sera plus jamais le même qu'avant cette pandémie, que les leçons du désastre

vont être tirées, qu'enfin les États vont s'orienter vers un capitalisme plus humain et mieux géré. Nous avons entendu le même baratin lors de la récession de 2008 : la main sur le cœur, les États et les dirigeants du monde déclaraient la "guerre à la finance", promettaient que les sacrifices exigés pour sortir de la crise seraient récompensés. Il suffit de regarder l'inégalité croissante dans le monde pour constater que ces promesses de "régénération" du capitalisme n'étaient que de purs mensonges pour nous faire avaler une énième dégradation de nos conditions de vie. La classe des exploités ne peut pas changer le monde pour faire passer la vie et les besoins sociaux de l'humanité devant les lois impitoyables de son économie : le capitalisme est un système d'exploitation, une minorité dominante tirant ses profits et ses privilèges du travail de la majorité. La clef pour l'avenir, la promesse d'un autre monde, réellement humain, sans nations ni exploitation, réside seulement dans l'unité et la solidarité internationale des ouvriers dans la lutte ! L'élan de solidarité spontanée qu'éprouve aujourd'hui toute notre classe face à la situation intolérable infligée aux travailleurs de la santé, les gouvernements et les politiciens du monde entier le dévoient en faisant campagne pour les applaudissements aux fenêtres et aux balcons. Certes, ces applaudissements réchauffent le cœur de ces travailleurs qui, avec courage et dévouement, dans des conditions de travail dramatiques, soignent les malades et sauvent des vies humaines. Mais la solidarité de notre classe, celle des exploités, ne peut se réduire à une somme d'applaudissements pendant cinq minutes. Elle est, en premier lieu, de dénoncer l'incurie des gouvernements, dans tous les pays, quelle que soit leur couleur politique ! Elle est d'exiger des masques et tous les moyens de protection nécessaires ! Elle est, quand c'est possible, de se mettre en grève en affirmant que tant que les soignants n'auront pas de matériel, tant qu'ils seront ainsi précipités vers la mort à visage décou-

vert, les exploités qui ne sont pas dans les hôpitaux, ne travailleront pas ! Aujourd'hui confinés, nous ne pouvons mener de luttes massives contre ce système assassin. Nous ne pouvons pas nous rassembler, exprimer ensemble notre colère et afficher notre solidarité sur notre terrain de classe, à travers des luttes massives, des grèves, des manifestations, des regroupements. À cause du confinement, mais pas seulement. Aussi parce que notre classe doit se réapproprier une force qu'elle a déjà eue maintes fois dans l'histoire mais qu'elle a pourtant oublié : celle de s'unir dans la lutte, de développer des mouvements massifs face aux ignominies de la bourgeoisie. Les grèves qui ont éclaté dans le secteur automobile en Italie ou dans la grande-distribution en France, devant les hôpitaux new-yorkais ou ceux du nord de la France, comme l'énorme indignation des travailleurs refusant de servir de "chair à virus", ne peuvent être aujourd'hui que des réactions dispersées car coupées de la force de toute une classe unie. Elles montrent néanmoins que les prolétaires ne sont pas résignés à accepter comme une fatalité l'irresponsabilité criminelle de ceux qui les exploitent ! C'est cette perspective de combats de classe que nous devons préparer. Parce qu'après le Covid-19, il y aura la crise économique mondiale, le chômage massif, de nouvelles "réformes" qui ne seront que de nouveaux "sacrifices". Alors dès maintenant, préparons nos luttes futures. Comment ? En discutant, en échangeant, sur les réseaux, les forums, le téléphone, chaque fois que possible. En comprenant que le plus grand fléau n'est pas le Covid-19, mais le capitalisme, que la solution n'est pas de s'unir derrière l'État assassin mais au contraire de se dresser contre lui, que l'espoir ne réside pas dans les promesses de tel ou tel responsable politique mais dans le développement de la solidarité ouvrière dans la lutte, que la seule alternative à la barbarie capitaliste, c'est la révolution mondiale !

L'AVENIR APPARTIENT
À LA LUTTE DE CLASSE !

CCI/10.04.2020



Déployés en tant que soldats en Première ligne

Des attaques sans précédent contre les exploités

Pour la bourgeoisie, "ses profits valent plus que nos vies", comme le criaient les grévistes du secteur automobile en Italie. Partout, dans tous les pays, elle a retardé au maximum la mise en place des mesures de confinement et de protection de la population pour préserver, coûte que coûte, la production nationale. Ce n'est pas la menace d'un amoncellement de morts qui l'a finalement fait décréter le confinement. Les multiples massacres impérialistes depuis plus d'un siècle, au nom de ce même intérêt national, ont définitivement prouvé le mépris de la classe dominante pour la vie des exploités. Non, de nos vies, elle n'en a cure ! Surtout que ce virus a "l'avantage" pour la bourgeoisie, de faucher surtout les personnes âgées et les malades, autant "d'improductifs" à ses yeux ! Laisser le virus se répandre et faire son œuvre "naturelle", au nom de "l'immunité collective", était d'ailleurs le choix initial de Boris Johnson et d'autres

aux hécatombes. D'ailleurs, bien qu'elles concernent la moitié de l'humanité, les mesures de confinement relèvent bien souvent de la pure mascarade : des millions de personnes sont obligées de s'entasser chaque jour dans des trains, des métros et des bus, dans les ateliers d'usines et les grandes surfaces ! Et déjà, partout, la bourgeoisie cherche à "déconfiner" le plus rapidement possible, alors même que la pandémie frappe le plus durement, en réfléchissant à la façon de provoquer le moins de remous et de contestation possibles, en projetant de remettre au travail les ouvriers, secteur par secteur, entreprise par entreprise. La bourgeoisie perpétue et prépare de nouvelles attaques, des conditions d'exploitation encore plus forcées. La pandémie a déjà mis des millions de travailleurs au chômage : dix millions en trois semaines aux États-Unis. Beaucoup d'entre eux, en raison d'emplois irréguliers, précaires ou temporaires, ont été privés de tout type de revenu. D'autres, qui n'ont que de maigres subventions ou aides sociales pour survivre, sont mena-

(suite de la première page)

LE «NEW DEAL» VERT
OU L'ÉCO BLANCHIMENT DU CAPITALISME

d'une activité économique au service des besoins de la nature et de l'humanité ne peut être posée, mais seulement celle de savoir si elle est rentable.

Au XIXe siècle, alors que le capitalisme s'étendait à travers le monde, il polluait et détruisait déjà la nature. La pollution provenant des mines et de l'industrie est bien connue, tout comme l'histoire des eaux usées polluées s'écoulant des grandes villes. L'effet sur le sol est moins bien connu. "Dans l'agriculture moderne, comme dans l'industrie urbaine, l'augmentation de la productivité et la mobilité de la main-d'œuvre s'obtiennent au prix du gaspillage et de l'affaiblissement de la force de travail elle-même. De plus, tout progrès dans l'agriculture capitaliste est un progrès dans l'art, non seulement de voler l'ouvrier, mais de voler le sol ; tout progrès dans l'augmentation de la fertilité du sol pour un temps donné est un progrès vers la ruine des sources plus durables de cette fertilité. Plus un pays s'appuie sur la grande industrie comme toile de fond de son développement,

comme dans le cas des États-Unis, plus ce processus de destruction est rapide. La production capitaliste ne fait donc que développer les techniques et le degré de combinaison du processus social de production en sapant simultanément les sources originelles de toute richesse - le sol et le travailleur" (7). Ce que Marx a montré pour le XIXe siècle n'a fait qu'empirer. À la fin de ce siècle, Kautsky écrivait : "Les engrais supplémentaires... permettent d'éviter la réduction de la fertilité des sols, mais la nécessité de les utiliser en quantités de plus en plus importantes ne fait qu'ajouter un fardeau supplémentaire à l'agriculture - un fardeau qui n'est pas inévitablement imposé par la nature mais qui est le résultat direct de l'organisation sociale actuelle. En surmontant l'antithèse entre la ville et la campagne... les matériaux retirés du sol pourraient refluer vers lui en totalité" (8). Depuis lors, l'agriculture, comme l'industrie, s'est énormément développée, ses rendements et sa productivité ont augmenté à grande échelle, et les engrais nécessaires pour maintenir

cela sont devenus une véritable menace pour le sol et les cours d'eau.



Aussi polluant, meurtrier et exploiteur que fut le capitalisme alors qu'il s'étendait sur toute la planète, la période qui a suivi la Première Guerre mondiale a été marquée par une spirale de destruction de la nature et de la vie humaine. La première guerre mondiale a été suivie de la deuxième et les guerres locales soutenues par les puissances impérialistes majeures se sont depuis multipliées. Comme les capitalistes et les États ont été contraints à une concurrence économique et militaire plus féroce, la destruction de l'environnement n'a fait qu'atteindre de nouveaux sommets. Les

entreprises capitalistes, qu'elles soient privées ou étatiques, ont augmenté leur pollution et le vol des ressources de la terre à des niveaux sans précédent. Il faut ajouter à cela la pollution et la destruction effectuées par les militaires et dans les guerres (9).

Le danger auquel sont confrontés l'environnement, le climat, en un mot la nature, ne peut être surmonté sans renverser le capitalisme. Le New Deal Vert n'aura pas plus de succès que le système d'échange de quotas d'émission qui a tenté de limiter les émissions de gaz à effet de serre par des mécanismes de marché. Pire encore, en apportant une fausse "solution", il ne peut que répandre des illusions dans la classe ouvrière, prolongeant ainsi la vie de ce système et augmentant le danger qu'il sombre dans une barbarie irréversible ■

Alex

(1) <https://www.theguardian.com/environment/2018/dec/29/green-new-deal-plans...>

(2) Voir '90 years after the 1929 crash: decadent capitalism can never escape the crisis of

overproduction', <https://en.internationalism.org/content/16760/90-years-after-1929-crash...>
(3) https://fr.wikipedia.org/wiki/New_Deal
(4) <https://neweconomics.org>
(5) <https://www.theguardian.com/environment/2018/dec/29/green-new-deal-plans...>
(6) Marx, Capital vol 3, Penguin books, p879
(7) Marx, Capital vol 1, Penguin books, p638
(8) Kautsky, The Agrarian Question, vol 2, quoted in John Bellamy Foster, Marx's Ecology, p239
(9) <https://en.internationalism.org/content/16734/ecological-disaster-poison...> [6]



(suite de la première page)

BELGIQUE : INSTABILITÉ POLITIQUE ET CRISE DU COVID-19

LES PROLÉTAIRES NE DOIVENT PAS EN PAYER LA NOTE !

postes très lucratifs au sein de l’UE de l’ex Premier ministre Charles Michel et du ministre des Affaires étrangères Didier Reynders. Chez les chrétiens-démocrates flamands, l’élection d’un nouveau président de parti a mené à un parti divisé : le candidat de «l’establishment» (Coens) a gagné difficilement contre le candidat des «rénovateurs» (Mahdi). Enfin, chez les socialistes flamands décimés du SP.a, aucune figure de proue du parti n’a osé se présenter à la présidence, abandonnant la tâche à un illustre inconnu : Conner Rousseau, 26 ans.

2. Une expression de la perte de contrôle croissante de la bourgeoisie sur son jeu politique

La perte de crédibilité des partis politiques classiques et les manœuvres politiciennes affligeantes qui en découlent ne se limitent pas à la Belgique. C’est une tendance qui apparaît également dans plusieurs autres pays d’Europe occidentale :

- «les années écoulées sont plutôt caractérisées par une tendance irréversible au déclin des partis socialistes.» (...) «le parti socialiste a disparu en Italie, est menacé de disparition en France, en Hollande ou en Grèce, est en crise profonde en Allemagne, en Espagne ou en Belgique» (Rapport sur l’impact de la décomposition sur la vie politique de la bourgeoisie, 23e Congrès du CCI) ;
 - Les partis à la droite du spectre politique ont également subi un recul électoral important. Les Républicains (à droite) en France, la CDU en Allemagne et le CDA aux Pays-Bas ont vu le nombre de leurs électeurs diminuer progressivement, tandis que les chrétiens-démocrates en Italie ont pratiquement disparu de la scène politique.
- Le déclin des partis traditionnels s’est accompagné d’une forte émergence de mouvements, de partis ou de personnalités populistes dans la plupart des pays européens et aux États-Unis,

alimentant une contestation profonde des élites politiques établies. Ce sentiment «anti-gestionnaire» est également fortement présent en Belgique et ne se limite pas à des partis populistes comme le Vlaams Belang. Une étude réalisée par des politologues de cinq universités belges a conclu que l’aversion pour l’establishment politique, l’une des caractéristiques essentielles du populisme, augmente dans la société et qu’un climat général anti-politique se développe même parmi les électeurs. Les Belges considèrent majoritairement leurs politiciens comme des incapables et près de 60% pensent que les politiciens ne comprennent pas ce qui se passe dans la société.

Cette aversion et cette colère envers les «élites politiques» établies se reflètent d’une part dans l’ascension rapide de mouvements et de leaders populistes. D’autre part, cela conduit aussi à l’affaiblissement électoral et à la déstabilisation politique des partis traditionnels, comme nous le vivons en Belgique. Ces deux phénomènes, l’émergence de mouvements et de figures populistes et l’érosion des partis politiques traditionnels, sont des manifestations claires de l’une des expressions les plus caractéristiques de la période actuelle de décomposition du capitalisme: la perte de contrôle croissante par la classe dirigeante de la machine politique. L’élection de Trump, en 2016, l’illustre déjà de manière évidente : «Pour ceux d’entre eux qui ont perdu espoir de devenir “grands” à nouveau, leur soutien à Trump était avant tout une sorte de vandalisme politique, une vengeance aveugle contre l’élite dirigeante » (L’élection de Trump et le délitement de l’ordre capitaliste mondial, Revue Internationale 158). La présidence de Trump depuis 2017 symbolise la folie d’un système dont les possibilités s’épuisent. La victoire électorale [en 2018] des populistes du «Mouvement 5 étoiles» de Di Maio et de la «Lega Nord» de Salvini en Italie le montre aussi clairement: «La présence

du phénomène populiste et le discrédit des partis historiques expliquent aussi la difficulté croissante pour la bourgeoisie internationale et, en particulier en Italie, de contrôler le cirque électoral et de prédire son issue.». (Élections en Italie: le populisme est un problème pour la bourgeoisie, un obstacle pour le prolétariat, Révolution Internationale 471).

Le déclin électoral des partis traditionnels en Belgique et les dérives politiques qui en résultent ne sont donc rien d’autre qu’une expression locale de cette tendance générale à la perte de contrôle de l’appareil politique, à laquelle est confrontée la bourgeoisie dans tous les pays. Quelles en sont les conséquences en période de violentes secousses comme nous les subissons aujourd’hui?

3. Manœuvres politiciennes et crise du covid-19 : la facture est présentée aux travailleurs.

Du fait de cette instabilité politique, l’État est «dirigé» depuis un an par un gouvernement «d’affaires courantes», que tous les poids lourds politiques ont quitté, et qui se caractérise par un immobilisme et une absence de gestion à long terme. Les conséquences de ce cirque cynique au sein de la classe dirigeante sont incalculables pour la population et surtout pour la classe ouvrière.

Des perspectives économiques médiocres et le dérapage des finances publiques trahissaient déjà en février un État en situation financière et économique précaire. Selon les prévisions de la Commission européenne à l’époque, l’économie belge était l’un des élèves les plus faibles d’une classe européenne aux performances globales peu brillantes, et cela en partie en raison du déficit budgétaire et de l’endettement persistants du pays, ce qui a eu pour conséquence que des mesures n’ont pu être prises pour constituer des réserves. Au contraire, il s’est avéré que l’inaction et les tergiversations du gouvernement d’affaires courantes ont eu pour conséquence que

le déficit budgétaire, qui s’élevait à 9 milliards d’euros en 2019, augmenterait à 12 milliards d’euros en 2020. C’est dans cette situation de faiblesse que l’ouragan Corona a fondu sur l’économie belge, qui se voit confrontée dès à présent à 1.250.000 «chômeurs techniques», à des pertes économiques d’au moins 40 milliards d’euros et à une baisse du PNB, provisoirement estimée à environ 7%.

Le bras de fer pathétique entre partis bourgeois a atteint un sommet cynique au début de la crise du covid-19. Alors que les travailleurs du secteur de la santé se préparaient au raz-de-marée de la pandémie, les efforts pour former un gouvernement d’urgence avec les principaux partis politiques pour faire face aux répercussions de la crise sur les soins de santé et l’économie se sont transformés en un cirque politicien répugnant. Les tentatives ont échoué en fin de compte parce que les deux principaux partis (le PS wallon et la NVA flamande) ont tous deux exigé le poste de Premier ministre pour exploiter politiquement la crise. De fait, à travers ce poste, ils espéraient tirer un avantage politique et personnel de la gestion de la crise du Covid-19. Finalement, il a été décidé de laisser cette responsabilité au gouvernement d’affaires courantes, dirigé par des politiciens de second ordre, qui a reçu certains «pouvoirs spéciaux». Cette irresponsabilité politique ne faisait que préfigurer l’irresponsabilité sur le plan sanitaire.

Comme pour d’autres pays européens, il est vite apparu que la bourgeoisie belge, pour des raisons d’économies budgétaires et parce qu’elle était plus occupée par les escarmouches politiques entre partis, est entrée dans la pandémie sans préparation et sans coordination: les réserves stratégiques de matériel médical (masques, combinaisons de sécurité, protections oculaires, matériel de test ...) avaient été démantelées, la coordination entre les actions du gouvernement fédéral et des gouvernements régionaux était lacunaire. Tandis que le

gouvernement dans sa communication de crise se cache hypocritement derrière les recommandations des scientifiques, le personnel des hôpitaux, des maisons de repos, des soins à domicile, ou dans le secteur alimentaire est souvent exposé au virus sans protection adéquate. Dans les maisons de soins et de repos plus particulièrement, une tragédie se déroule : des dizaines de milliers de personnes âgées infectées par le virus sont isolées dans ces institutions et des milliers y meurent. Les réactions indignées de nombreux travailleurs de la santé et les grèves dans les transports publics ou les supermarchés pour exiger d’appliquer des mesures de protection adéquates montrent que la classe ouvrière n’est pas dupe de l’hypocrisie et du cynisme du gouvernement et des partis politiques.

L’instabilité de l’appareil politique bourgeois et les tensions croissantes au sein et entre les fractions politiques de la bourgeoisie sont, tout comme d’ailleurs la prise en charge par la bourgeoisie de la crise du covid-19, des expressions de la tendance croissante au «chacun pour soi», qui caractérise la phase actuelle de décomposition du système capitaliste. Pour les travailleurs, cela ne fera que rendre la note de la crise encore plus salée. Car une chose est certaine: cette note sera présentée à la classe ouvrière, sur ce point, il n’y a pas de désaccord entre les partis politiques qui se chamaillent! Un comité fédéral présidé par un virologue et le gouverneur de la Banque nationale est déjà en train de doser le rapport entre risques sanitaires et dommages économiques afin de relancer l’économie nationale dans les plus brefs délais. Et il va de soi que des sacrifices seront demandés aux travailleurs sur le plan sanitaire, mais aussi et surtout sur le plan économique et salarial, «en compensation des sacrifices que l’État a consentis pour ses citoyens», comme les porte-paroles de la bourgeoisie l’expriment de manière particulièrement cynique ■

Dennis & Jan/ 11.04.20

CCI - site-internet

Courant Communiste International

Proletaires de tous les pays, unissez-vous!

Rechercher

anglaisfrançaisdeutschitaliensuèdeseptuageturcennerlandaisportugaisl'arabepersanecoréen japonais

Sélection d'articles à lire sur notre site Internet :
fr.internationalism.org

- DOSSIER SPÉCIAL COVID-19 : Le vrai tueur, c'est le capitalisme !**
- L'impact profond de la crise du Covid-19 en Grande-Bretagne
 - Covid-19: Soit le prolétariat mondial met fin au capitalisme, soit le capitalisme met fin à l'humanité!
 - Covid-19 au Pérou: Le capitalisme, c'est toujours plus de morts, de misère et d'attaques contre les travailleurs!
 - Covid-19: L'instinct de puissance de la bourgeoisie allemande
 - Pandémie de COVID-19 en France: L'incurie criminelle de la bourgeoisie!
 - Grande-Bretagne : Solidarité avec les travailleurs de la santé contre leur employeur, le NHS capitaliste
 - En défense du MPP et de la Gauche Com : Qui est qui dans "Nuevo Curso" ?
 - Appel à la solidarité avec le CCI dans le milieu prolétarien face à une nouvelle attaque parasitaire
 - Gaizka se tait: un silence assourdissant
 - 150 ans de Lénine: naissance d'un tyran ou d'un combattant pour l'émancipation de l'humanité?

- Lutte de classe :**
- Contre les attaques du gouvernement, lutte massive et unie de tous les exploités! (Tract)
 - Communiqué international de solidarité avec la lutte de la classe ouvrière en France
- Climat & écologie :**
- Extinction Rebellion: Un auxiliaire du système capitaliste
 - Arctique: Comment tirer profit d'une catastrophe écologique
- Politique de la bourgeoisie et impérialisme :**
- 75 ans après la libération des camps de la mort, Auschwitz demeure le "grand alibi" de la démocratie bourgeoise
 - Le gouvernement Conte II (Italie), un seul mot d'ordre: "se maintenir à tout prix"!
 - Soudan: la mystification démocratique alimente le foyer de la barbarie capitaliste
 - Nouvelle course à l'espace: un champ de bataille impérialiste pour le capitalisme
 - Brexit et gouvernement Johnson: La crise politique au Royaume-Uni n'a pas disparu
 - La Libye, foyer de la barbarie capitaliste

Réunion Publique à Utrecht :
Un moment dans le débat
sur les "grèves pour le climat"

Depuis la deuxième moitié de l'année 2019, la question du climat est une fois de plus au centre de l'attention médiatique au niveau mondial. Des manifestations surtout de jeunes se sont succédées dans 270 villes du monde pour protester contre la détérioration du climat et la destruction de l'environnement. L'inquiétude pour l'avenir de la planète et de l'espèce humaine elle-même est totalement justifiée et il ne fait aucun doute que c'est le système actuel de production qui entraîne des changements des conditions climatiques, atmosphériques et reproductives de la planète aux conséquences toujours plus catastrophiques (voir les articles du CCI sur ce sujet). Face à cet avenir menaçant, il n'est pas étonnant que tant de jeunes soient très inquiets et veulent faire quelque chose pour y remédier.

C'est dans ce contexte que le CCI a organisé une réunion publique à Utrecht en octobre 2019 sur le thème "Seule la société communiste sans classes peut rétablir une harmonie avec la nature". Elle a attiré des jeunes qui avaient participé aux mouvements importants en Hollande et avaient rencontré le CCI présent avec sa presse dont un article intitulé: "Face à la destruction de l'environnement: l'idéologie "verte" au service du capitalisme!" (Inter-

nationalisme N° 371). L'exposé introductif du CCI a posé d'emblée la problématique : "...il ne fait aucun doute que le système actuel conduit l'humanité vers une catastrophe environnementale. Le défi est :- Qu'en faisons-nous ? - Comment mettre fin à cette spirale destructrice ? - Par qui et comment cette logique destructrice peut-elle être combattue ?". Il a appelé à un débat ouvert où se confrontent les positions, se posent les doutes, les interrogations (et non pas des confrontations de personnes). De fait, la discussion a été sérieuse et vivante. De nombreux questionnements ont été exprimés, tels par exemple "est-ce que le mouvement autour du climat, dans ses objectifs, ses approches et ses méthodes constitue un véritable combat pour résoudre le problème ou constitue-t-il un piège qui ne peut que conduire au découragement et à l'amertume d'être utilisé et trompé?". Certains intervenants soutenaient le mouvement car il pouvait selon eux mettre un rayon dans la roue de la machine et saboter le système, d'autres regrettaient le manque de radicalité dans ses méthodes, d'autres encore s'interrogeaient sur le peu de présence d'ouvriers et la quasi absence des syndicats... L'idée que réformer le système capitaliste responsable de la destruction de la planète, des

guerres, du chômage, de la précarité n'offre aucune solution, que la seule perspective est de le renverser et que seule la classe ouvrière peut le faire à travers sa lutte au niveau mondial, était nouvelle pour certains de ces (très) jeunes participants. Présenter la classe ouvrière comme la seule capable d'offrir une alternative à l'humanité est d'autant plus difficile à comprendre que celle-ci n'exprime guère son identité de classe ces dernières décennies, instillant le doute quant à sa capacité à réaliser cette tâche gigantesque. C'est une lourde responsabilité qui revient aux organisations politiques telles que le CCI d'expliquer cette perspective patiemment à travers sa presse, son intervention dans les mouvements, ses réunions publiques.

L'expression de l'enthousiasme pour le débat, la volonté de tous les participants de poursuivre la discussion entamée, certains s'engageant même dans une mise en question leur positionnement présent, souligne le processus de réflexion engagé à cette réunion publique. Cela fait partie intégrante du processus de prise de conscience de la classe ouvrière des enjeux et d'une volonté de mobilisation pour y faire face ■

C CI / 10.05.2020

Le «New Deal» Vert ou l'éco blanchiment du capitalisme

Les campagnes médiatiques sur le changement climatique opposent souvent le besoin urgent d'arrêter les émissions de gaz à effet de serre aux besoins particuliers des travailleurs ou même des gens simples. Nous avons eu les Gilets jaunes en France qui, à l'origine, protestaient contre une taxe sur le carbone qui rendrait le coût de l'essence prohibitif en l'absence de transports publics adéquats, ou le slogan *«Trump extrait du charbon»*, qui prétendait défendre l'industrie du charbon et les travailleurs qui en dépendent. La campagne pour un 'New Deal' Vert (ou parfois pour une révolution industrielle verte) prétend résoudre les problèmes du changement climatique, du chômage et de l'inégalité en même temps. Par exemple: *«Le Green New Deal du Sunrise Mouvement éliminerait les émissions de gaz à effet de serre de l'électricité, des transports, de l'industrie manufacturière, de l'agriculture et d'autres secteurs dans un délai de 10 ans. Il viserait également une énergie à 100 % renouvelable et comprendrait un programme de garantie d'emploi "pour assurer un emploi à salaire décent à toute personne qui en veut un"». Il chercherait à «atténuer les inégalités profondément ancrées de type racial, régional et sexuel dans les revenus et la richesse »* (1).

La nécessité de s'attaquer à l'effet destructeur du capitalisme sur la nature et en particulier au danger des gaz à effet de serre, qui favorisent le changement climatique, est indéniable. Il en va de même de l'augmentation des inégalités intrinsèques au capitalisme et du fait que les économistes soulignent déjà que l'augmentation de la dette et la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine sont les signes d'une nouvelle récession. L'idée d'un New Deal Vert apparaît donc comme une évidence.

Quand cela semble trop beau pour être vrai...

Ceux qui mettent en garde contre les escrocs disent souvent que si un accord semble trop beau pour être vrai, c'est qu'il l'est probablement. Jetons donc un coup d'œil attentif au 'New Deal' Vert: du point de vue de sa référence aux mesures

capitalistes d'État du New Deal de Roosevelt dans les années 1930, de l'incapacité de l'État-nation capitaliste à résoudre un problème mondial, en considérant les implications d'une telle politique pour l'environnement et surtout la façon dont cette politique cache la vraie nature du capitalisme et agit pour saper le développement de la conscience et de la lutte de la classe ouvrière.

Le Nouveau Pacte Vert s'inspire d'une politique capitaliste d'Etat des années 1930 pour relancer la croissance économique en réponse à la dépression (2). Le New Deal lui-même se réfère à l'orientation de l'économie par l'État lors de la précédente Grande Guerre, en 1917-18. En plus de payer pour les infrastructures indispensables, l'administration des travaux publics (la PWA) *“a construit de nombreux navires de guerre, dont deux porte-avions ; l'argent provenait de la PWA. La PWA a également construit des avions de guerre, tandis que la WPA (Work Progress Administration) a construit des bases militaires et des aérodromes”* (3). En cela, ce n'était pas différent de la politique menée en Allemagne à l'époque, où de nombreuses autoroutes ont été construites dans le cadre du processus de préparation à la guerre à venir.

Le changement climatique est un problème mondial qui ne peut être résolu nation par nation, et pourtant c'est précisément ce que le New Deal Vert veut faire : *«Un nouveau pacte vert pour le Royaume-Uni... »*, *«L'Ecosse est dans une position unique, étant donné son abondance de ressources renouvelables ... »* (4), *«L'objectif vise à éliminer virtuellement la pollution par les gaz à effet de serre aux Etats-Unis...»* (5). C'est un non-sens: même la comptabilisation de la production de gaz à effet de serre à l'échelle nationale est frauduleuse. Par exemple 40% des produits de consommation britanniques dont la production dégage des gaz à effet de serre sont importés et ne sont pas comptabilisés dans les chiffres nationaux. Le capitalisme pollue à l'échelle mondiale, et cela s'étend jusqu'aux confins des océans et aux régions les plus isolées de l'Arctique.



Les idées superficielles de nouvelle croissance basée sur l'énergie verte peuvent promettre de soutenir la croissance économique sur la base des dépenses de l'État, mais elles ne sont pas fondées sur une véritable prise en compte globale des effets de la destruction de l'environnement et des gaz à effet de serre qu'elles provoqueront. Le passage aux énergies renouvelables nécessite de grandes quantités de métaux rares dont 70 % sont extraits en Chine et causent une énorme pollution. La production de lithium dans le désert d'Atacama au Chili a déjà détruit des lacs d'eau salée dont dépendent les flamants roses et a fait disparaître la nappe phréatique d'eau douce, détruisant ainsi l'agriculture dans la région. Pendant ce temps, deux entreprises, Albemarle et SQM, s'accusent mutuellement d'avoir bafoué les règles. Le cobalt va maintenant être extrait du fond de l'océan, sans comprendre les conséquences sur l'écologie d'une partie du monde dont nous savons peu de choses – et, comme il est nécessaire pour les énergies renouvelables, cela est censé "sauver la planète". Si nous devons acheter de nouvelles voitures électriques, cela soutiendra sans aucun doute l'industrie automobile, mais qui a pris en compte les émissions de gaz à effet de serre provenant de cette production ?

Pour comprendre comment la civilisation capitaliste peut être aussi gaspilleuse avec le monde dont nous dépendons tous, il est nécessaire de comprendre la nature du capitalisme lui-même.

Déformer la vérité sur le capitalisme

Le Green Deal Vert promet de surmonter la destruction de l'environnement par le capitalisme,

en particulier le changement climatique, à travers l'État bourgeois, mais cela n'est pas possible. Le capitalisme n'est pas une politique gouvernementale dont les différentes lois peuvent être choisies ou modifiées à volonté par un parlement mais le résultat d'un long développement historique des mécanismes du mode de production capitaliste. Une étape importante dans ce processus a été la séparation des producteurs de leurs moyens de production, par exemple lorsque les paysans ont été chassés de la terre au profit des moutons pour l'industrie lainière plus lucrative.

Cela a créé un système de production généralisée de marchandises, de production pour le marché. Au lieu de paysans qui pouvaient produire presque tout ce dont ils avaient besoin à partir de la terre, il y avait des travailleurs salariés qui devaient tout acheter. Les capitalistes pour lesquels ils travaillent - qu'il s'agisse d'un homme d'affaires individuel, d'une entreprise, d'une multinationale ou d'une industrie d'État - sont en concurrence pour vendre à profit. Le New Deal Vert ne peut rien changer au fonctionnement du capitalisme.

Le capital ressemble au roi Midas: tout ce qu'il produit doit être vendu avec profit pour que le système continue à tourner, tout est comptabilisé dans le résultat net indépendamment de ce qui est produit. Pour le capital, les ressources du monde naturel sont un don gratuit: comme l'a montré Marx, *"Les facteurs naturels qui entrent dans la production en tant qu'agents sans rien coûter, quel que soit leur rôle dans la production, n'entrent pas en tant que composants du capital, mais plutôt en tant que force naturelle gratuite du capital ; en tant que force productive naturelle gratuite du travail, mais qui, sur la base du mode de production capitaliste, se présente comme une force productive du capital, comme toute autre force productive"* (6).

Dans le capitalisme, ce qui ne coûte rien n'a pas de valeur (d'échange) et peut être utilisé et spolié à volonté. Dans ce cadre, une forêt tropicale inestimable n'a aucune valeur. Un agriculteur qui coupe des arbres de la forêt tropicale parce qu'il veut planter du palmier à huile, du soja ou une autre culture, est obligé de le faire, parce que c'est avec cela qu'il peut gagner le plus d'argent, ou même parce que c'est la seule façon de gagner assez pour vivre. Au sein du capitalisme, la question

(suite à la page 4)

● Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

● La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

● Les régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

● Depuis le début du xxe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle

toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

● Toutes les idéologies nationalistes, d' " indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiters.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

● Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex- " communistes " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

● Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la

classe ouvrière et à saboter ses luttes.

● Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

● Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

● La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

● L'organisation politique révolutionnaire constitue

l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

● La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

● L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

● Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

● Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.